

Adolfo Gilly

MEXIQUE
NOTRE CHUTE
DANS LA MODERNITÉ

Traduit de l'espagnol par
Véronique Giraud et Yves Sintomer

collection COYOACÁN
animée par Hugo Moreno et Yves Sintomer

Éditions Syllepse
41, rue Jean-Pierre Timbaud
75011 Paris

Avant-propos

Véronique Giraud et Yves Sintomer

A Anate et Guillermo.

Ce livre se situe à l'intersection de deux temporalités. La plupart des chapitres qui le constituent ont été à l'origine des essais¹ s'inscrivant dans l'actualité immédiate d'une conjoncture : celle caractérisée par la réorientation radicale de la politique sociale et économique du gouvernement mexicain, par les fractures au sein du bloc au pouvoir, par la montée du courant cardéniste et par les premiers pas dans la construction d'un parti rassemblant la grande majorité de la gauche mexicaine, le Parti de la Révolution Démocratique. Mais l'étude renvoie aussi à la longue durée : depuis la chute du Mexique dans la modernité à la suite de sa découverte par les espagnols jusqu'aux pulsions révolutionnaires qui ont scandé régulièrement l'histoire mexicaine (la dernière en date est encore vivante dans la mémoire d'un pays où la force de la tradition orale est particulièrement vivace), en passant par la stabilité du compromis social issu de la révolution de 1910-1917 et la relative continuité durant des décennies des principaux courants de la gauche de ce pays.

Si ces deux axes historiques se croisent dans l'ouvrage, c'est tout simplement parce que le Mexique est (selon Adolfo Gilly) entré dans une de ces césures historiques où le flot des événements quotidiens vient démanteler des structures sociales et culturelles qui s'étaient construites sur la longue durée. Non qu'il y ait table rase : l'un des mérites de Notre chute dans la modernité est au contraire de montrer comment les schèmes du passé (en particulier culturels) constituent des points d'appuis indispensables pour penser et agir dans le présent. Cependant, la réactivation du passé pour construire le futur ne peut trouver un écho réel dans le présent que parce que l'espace des possibles qui semblait auparavant étroitement borné s'ouvre tout à coup : entre la dislocation de l'ordre ancien et la constitution du nouveau s'ouvre une période instable où s'affrontent plusieurs alterna-

tives. Les analyses d'Adolfo Gilly évoquent, sur ce point, les mots d'Octavio Paz : « Nous sommes, très probablement, à la fin d'une période historique et au commencement d'une autre. Fin ou mutation de l'Age Moderne ? Il est difficile de le dire »². Le changement de période historique entraîne avec lui la possibilité que surgisse l'imprévu, que les dominés réussissent à leur tour à prendre l'initiative et à imposer une révolution démocratique. Or, dans une telle conjoncture, l'action politique pèse d'un poids décisif pour que les rapports de force existants se condensent pour former telle configuration plutôt que telle autre.

Pourtant, les problèmes du Mexique viennent de loin. En ce cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique par les européens, il est bon de rappeler que la modernité qu'ils apportèrent avec eux a été vécue comme une chute. Les récits aztèques de la conquête montrent bien comment la fascination des indigènes devant les exploits techniques des espagnols se mêlait à une répulsion certaine devant une culture guidée par la recherche effrénée de l'argent. Un des rares textes en langue náhuatl qui nous soit parvenus décrit ainsi la réaction des Espagnols devant les somptueux présents que leur offrit la première délégation envoyée par le souverain aztèque : « C'est comme s'ils avaient souri, comme s'ils s'étaient beaucoup réjoui, comme s'ils avaient pris du plaisir. C'est comme des singes à longue queue qu'ils ont saisi de tous côtés l'or. C'est comme si, là, ils s'asseyaient, comme s'ils s'éclairaient en blanc, comme s'ils se rafraîchissaient, leur cœur. Car il est bien vrai qu'ils avaient grandement soif, qu'ils s'en gointraient, qu'ils en mouraient de faim, qu'ils en voulaient comme des porcs, de l'or »³.

Le désastre démographique qui succéda à la conquête est tout aussi parlant. Les travaux récents confirment les données que citaient les chroniqueurs de l'époque coloniale. Pour reprendre l'expression de Clastres, la courbe de la dépopulation du Mexique central est « terrifiante »⁴ :

1519	25,3 millions d'habitants
1532	16,8
1548	6,3
1568	2,6
1580	1,9
1595	1,3
1605	1

Les données sont hélas semblables dans le reste de l'Amérique Latine, qui comptait en 1492 de 60 à 100 millions d'habitants. A travers

les mauvais traitements, les suicides collectifs et surtout les chocs microbiens, ce fut le quart ou le cinquième de la population mondiale de l'époque qui fut exterminé⁵.

Et pourtant, la modernité a en même temps libéré une autre dynamique. La laïcisation radicale de la politique contraint à renvoyer les décisions concernant le destin de la communauté non plus à un ordre surnaturel mais bien aux raisons et aux motivations humaines permettant du même coup de critiquer toute institution sociale particulière au nom d'autres raisons humaines, celles des dominés par exemple. Car si « les Lumières se définissent comme la sortie de l'homme hors de l'état de minorité », et que « la minorité est l'incapacité de se servir de son entendement sans être dirigé par un autre »⁶, alors ceux qui ont vécu dans leur chair l'histoire moderne du Mexique, ceux à qui les classes dominantes veulent imposer leur modernité au nom de lois économiques qui semblent avoir remplacé les commandements divins, ceux-là peuvent à leur tour brandir l'étendard des Lumières pour faire entendre leur voix. Revendiquer certaines dimensions (la raison critique, l'efficacité technologique) du complexe historique que forme la modernité pour en combattre les aspects destructeurs (l'autonomie conquise par certaines couches sociales privilégiées trouvant son prolongement dans la domination sur les autres classes à l'intérieur comme à l'extérieur des pays favorisés) ; s'appuyer sur la résistance spontanée des solidarités traditionnelles que dissout la modernité excluante pour regarder vers le futur et dessiner les contours de nouvelles solidarités, modernes celles-là : tel est l'enjeu central du Mexique contemporain selon Adolfo Gilly.

* * *

Le fait que les mouvements actuels d'émancipation doivent s'appuyer sur les potentialités réprimées du passé semble s'exprimer symboliquement dans le prénom même de Cuauhtémoc Cárdenas, qui n'est autre que le nom du dernier empereur aztèque, exécuté par Cortès en 1524, et qui signifie en náhuatl : l'aigle qui tombe... De façon plus immédiate, si Cuauhtémoc Cárdenas a pu en 1988 entraîner derrière lui un immense espoir populaire, c'est grâce à la force qu'avait conservé au cours des décennies le cardénisme né avec son père, le général Lázaro Cárdenas, dans le prolongement des expériences les plus authentiques de la révolution mexicaine. Si ce pays, profondément religieux, a semblé vivre une résurrection de Lázaro, c'est bien parce que le néocardénisme, loin de tomber du ciel, reprenait ce qui avait fait le succès du Général : l'alliance de la modernisation et de la justice.

Il semble nécessaire de donner au lecteur français quelques dates repères sur la constitution du nouveau mouvement cardéniste. Cuauhtémoc Cárdenas fut gouverneur de l'État de Michoacán de 1980 à 1986, où il impulsa une politique de justice sociale. Il était entré dans le parti-État au pouvoir dans les années soixante, avec l'espoir de le transformer de l'intérieur. Le "Courant Démocratique" qu'il dirigeait à l'intérieur du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) décida de rompre avec cette organisation en octobre 1987, lorsque Salinas de Gortari fut désigné comme le candidat officiel du PRI aux présidentielles : comme l'analyse avec force Adolfo Gilly, il devenait clair que le parti-État au pouvoir avait opté stratégiquement pour une politique néo-libérale tournant le dos aux compromis sociaux issus de la Révolution mexicaine et des années trente ; toute tentative de le réformer de l'intérieur était désormais vouée à l'échec. Lançant sa propre campagne à la fin de l'année 1987, Cuauhtémoc Cárdenas rassembla en peu de temps autour de sa personne un courant de sympathie beaucoup plus large que le petit cercle qui l'avait suivi dans sa rupture avec le PRI. La presque totalité de la gauche mexicaine finit par se ranger sous sa bannière devant la dynamique extraordinaire que libéra sa campagne. En quelques mois, plusieurs millions de personnes participèrent à ses meetings, l'un des temps forts étant la grande manifestation organisée dans l'Université de Mexico en mai 1988. La campagne culmina le jour des élections, le 8 juillet 1988. Rompant avec un abstentionnisme traditionnellement élevé, les mexicain(e)s se rendirent en masse aux urnes. Le PRI dut organiser une fraude massive pour voler la victoire au Front Démocratique National (FDN) mené par Cárdenas, et les résultats officiels par lesquels il s'attribua un peu plus de 50% des suffrages contre 31% aux cardénistes et 17% à la droite (PAN) furent de l'avis général totalement tronqués (les cardénistes avancèrent quant à eux les résultats suivants : 32% pour le PRI, 39% pour les partisans de Cárdenas et 22% pour le PAN). Miné par son absence de légitimité, à laquelle s'ajoutaient et la colère et la désillusion de millions de mexicain(e)s, le régime dut encore recourir à la fraude lors des élections locales dans les années qui suivirent (notamment dans le Michoacán en juillet et décembre 1989). Les cardénistes répliquèrent en impulsant une mobilisation de masse pour le respect du vote. En décembre 1988, ils lancèrent un appel à la création d'une nouvelle organisation, le Parti de la Révolution Démocratique (PRD), qui se constitua formellement vers le milieu de l'année 1989⁷. En lui confluèrent les quatre courants de la gauche mexicaine que Gilly étudie dans le chapitre 8 (plus exactement, seule une fraction du courant nationaliste étatiste lombardiste se rallia au PRD, la majorité préférant rompre l'alliance avec les autres forces de gauche

pour revenir à une opposition plus modérée envers le pouvoir en place).

Ainsi, à la mutation historique du bloc social au pouvoir s'opposa une autre rupture qualitative : pour la première fois depuis la révolution mexicaine, les couches populaires transformèrent leur mobilisation spontanée en création d'un parti indépendant de l'État en place. Pour la première fois aussi dans l'histoire mexicaine, l'organisation d'un parti de masse moderne est à l'ordre du jour (le PRI ne constitue pas un parti moderne au sens propre puisqu'il ne se distingue pas de l'appareil d'État). Cette innovation s'inscrit dans la constitution tendancielle d'une véritable société civile indépendante de l'État, dont la constitution était impossible tant que primaient les relations corporatistes traditionnelles. Certes, le mouvement est loin d'être achevé. Le PRD doit encore dépasser son hétérogénéité initiale ; il doit transformer sa configuration originelle (la mobilisation spontanée des masses autour d'un leader charismatique) en une organisation durable et massive à tous les échelons du pays. Il doit consolider durablement les liens qui se sont tissés avec les associations civiques (de certains syndicats aux mouvements étudiants en passant par l'association des victimes du tremblement de terre de 1985)... Mais le PRD semble aujourd'hui s'être ancré durablement dans le panorama politique mexicain. Il a même su impulser avec le Parti du Travail brésilien une coordination des organisations de gauche latino-américaines, dont l'avenir est peut-être prometteur. D'ores et déjà, il faut prendre la mesure du pas qui a été franchi durant les vingt mois qui séparèrent le lancement de la campagne de Cárdenas pour la présidence et la constitution officielle du PRD.

Cela ne signifie pas ipso facto l'assurance d'une victoire prochaine de la révolution démocratique au Mexique. Les obstacles qui s'opposent à une telle issue sont nombreux. Le premier est constitué par l'intransigeance d'un régime s'accrochant au pouvoir et prêt à toutes les fraudes pour le conserver. Par cette attitude, le PRI tendait à placer les cardénistes devant un dilemme redoutable : accepter (en échange de quelques postes de maires ou de députés) que les fraudes répétées l'empêchent de menacer réellement le parti-État, cela revenait à capituler et à décevoir les espoirs immenses de sa base ; se lancer dans une opposition frontale, c'était courir le risque de tomber dans la marginalisation si cette opposition ne se traduisait pas en actes, ou de déboucher sur la guerre civile si les actes étaient à la hauteur des provocations du régime. Par ailleurs, dans un pays comme le Mexique où l'immense majorité de la population est absorbée par les problèmes matériels pour vivre ou survivre quotidiennement, la mobilisation permanente des citoyen(ne)s est encore plus difficile qu'ailleurs. La

défaite des sandinistes aux élections nicaraguayennes de 1990, si elle est loin de pouvoir être comprise en fonction de cette seule analyse, illustre cependant les difficultés presque insurmontables qui guettent à l'heure actuelle les révolutions latino-américaines (cela sans prétendre comparer le Mexique avec le Nicaragua : la structure sociale et l'économie du premier ne sont sans doute pas plus éloignées de celles de la France que de celles du Nicaragua). Enfin, le contexte international n'est guère favorable à une transformation de gauche radicale. Si l'effondrement des régimes de l'est européen a dans une certaine mesure encouragé une démocratisation largement formelle dans les pays du Sud de la planète, il pèse aussi négativement en rejaillissant sur toute les tentatives alternatives au capitalisme libéral, qui semble aujourd'hui s'imposer sans rival à l'échelle planétaire.

Pourtant, au Sud comme à l'Est, c'est-à-dire dans les pays que l'on peut qualifier de périphériques, le nouvel ordre mondial tant vanté ne peut que prendre l'aspect d'un capitalisme plus ou moins sauvage. Les parallèles qu'Adolfo Gilly effectue entre le Mexique et les pays du socialisme réel dans le chapitre 7 pourraient d'ailleurs être étendus aux nouveaux rapports sociaux qui commencent à s'imposer à l'Est de l'Europe. Il n'y a guère de raisons pour penser que ces pays seront mieux lotis que les nations semi-industrialisées d'Amérique Latine (des études récentes montrent d'ailleurs que le PIB par habitant de la Pologne était en 1989 équivalent à celui du Mexique⁸ ; or, le premier a beaucoup baissé depuis, quand le second tendait à augmenter légèrement). L'espoir que placent les nouveaux gouvernements polonais, hongrois ou tchèques dans l'intégration la plus rapide possible à la CEE, présentée comme la solution miracle pour rejoindre le niveau de vie du nouveau grand frère, est-elle si différente de l'ardeur avec laquelle Salinas de Gortari plaide pour le traité de libre échange entre les USA, le Mexique et le Canada ? Il est vrai que, malgré la priorité donnée à un grand marché et à l'unification monétaire, l'État-providence (il faudrait pour être plus exact parler d'États au pluriel) reste beaucoup plus développé en Europe occidentale qu'aux États-Unis. Quoiqu'il en soit, le traité de libre échange de l'Amérique du Nord, s'il se concrétise, a très peu de chances de déboucher sur un alignement vers le haut des niveaux de bien-être des peuples des USA et du Mexique. Il aboutira plutôt à étendre sur une autre échelle le dualisme que connaissent déjà les deux sociétés. Après tout, puisque le taux de mortalité infantile est d'ores et déjà supérieur dans la ville de Washington à celui de La Havane, il est sans doute naturel que l'on songe à unir dans un même espace économique sans entrave les ghettos urbains nord-américains avec les bidonvilles de Mexico...

On pourra critiquer tel ou tel aspect des thèses développées dans cet

ouvrage. L'auteur ne surestime-il pas notamment le lien qu'il établit entre rationalisation économique et rationalisation démocratique ? S'il semble convainquant d'affirmer qu'une organisation corporative et la corruption politique constituent des obstacles à la rationalisation économique, les exemples ne manquent pas en effet qui démontrent que ces obstacles ne sont pas insurmontables et que le patronat peut très bien développer la productivité en jouant sur d'autres ressorts et en se contentant d'une démocratie largement formelle. On pourrait à l'inverse se demander si Gilly ne sous-estime pas dans les premiers chapitres l'importance du travail d'élaboration d'un programme alternatif à celui du gouvernement pour tenter de sortir de la crise, et ce dès la phase de résistance à l'offensive modernisatrice. Le retard des courants populaires à élaborer des propositions cohérentes s'opposant au néolibéralisme n'a pu qu'accentuer le discrédit qui a rejailli sur tous les courants anticapitalistes à la suite de la désastreuse expérience du socialisme bureaucratique. Le lecteur reste d'ailleurs quelque peu sur sa faim lorsque l'auteur, critiquant fort justement la marche actuelle de l'intégration du Mexique à l'espace économique nord-américain sans s'opposer sur le principe à un tel rapprochement, ne développe que quelques idées générales qui ne suffisent pas à donner une idée des négociations que pourrait entamer un Mexique cardéniste avec son puissant voisin... Il est vrai que le problème est particulièrement complexe pour le Mexique, « si loin de Dieu et si près des États-Unis », comme dit la formule célèbre...

Mais l'essentiel est ailleurs. Il est de mode aujourd'hui de villipender le tiers-mondisme, suspect de fourvoyer un sentiment moral de compassion envers la pauvreté du Tiers-monde en un mouvement d'indignation contre la démocratie occidentale prenant le parti des régimes nationalistes dictatoriaux du Sud de la planète. Adolfo Gilly vient à propos pour nous rappeler le caractère idéologique d'un tel propos : il nous montre que la critique résolue du caractère fondamentalement injuste d'un ordre international qui rejette la grande majorité de la population mondiale dans la détresse matérielle et culturelle peut très bien se coupler avec une lutte décidée contre les dictatures du Sud. Gilly a d'ailleurs vécu les conséquences de cette lutte dans sa chair, puisqu'il a passé près de six ans comme prisonnier politique dans les geôles mexicaines, avant que la Cour Suprême ne le déclare innocent et libre de toute accusation. Au fond, telle est peut-être la première leçon que nous donne l'auteur. L'intellectuel militant sachant combiner raison et passion, engagement et réflexion, serait-il une espèce ayant déserté nos rivages pour ne fleurir que dans ces lointaines contrées que nos ancêtres découvrirent et conquièrent par la force il y a cinq siècles ?

Notre chute dans la modernité

Notes

- 1- Les chapitres 1, 2, 5, 6, 7 et 8 sont parus initialement sous forme d'essais dans la revue *Nexos* (Mexico), entre décembre 1985 et la fin de 1989. Le chapitre 4 fut publié dans le quotidien *La Jornada* (Mexico) en décembre 1986. Ils ont été corrigés et retravaillés en vue de leur réunion en volume. L'introduction et le chapitre 3 ont été publiés pour la première fois dans l'édition mexicaine de *Nuestra caída en la modernidad* (Mexico 1988). L'édition française que nous proposons ici constitue une version augmentée et légèrement modifiée de l'édition originale.
- 2- Octavio Paz : *La quête du présent. Discours de Stockholm*, éd. Gallimard, Paris 1991, p. 31.
- 3- *Codex de Florence*, recueilli et mis en forme en 1550-1555, cité in : *Récits aztèques de la conquête*, textes choisis et présentés par Georges Baudot et Tzvetan Todorov, éd. du Seuil, Paris 1983, p. 71.
- 4- Chiffres de W. Borah et S. Cook, cités par Bernard Vincent in : *1492, l'année admirable*, éd. Aubier, Paris 1991.
- 5- Cf. notamment Pierre Clastres : "Éléments de démographie amérindienne", in : *La société contre l'État*, éd. de Minuit, Paris 1974 ; Nathan Wachtel : *La vision des vaincus*, éd. Gallimard, Paris 1971 ; Pierre Chaunu : "La population de l'Amérique indienne", in : *Revue historique*, 88^e année, 1964, pp. 111 sq.
- 6- Emmanuel Kant : "Réponse à la question : Qu'est-ce que les Lumières ?", in : *Œuvres philosophiques*, tome II, éd. Gallimard, coll. La Pléiade, Paris 1985, p. 209.
- 7- On pourra consulter l'appel de création du PRD et une interview de Cárdenas dans la *Lettre internationale pour l'autogestion* (Paris) n° 4, juin 1989.
- 8- Rémy Prud'homme : "Quand la Pologne produisait plus que l'Italie", in : *Le Monde*, 5 nov. 1991.